

Proto Manufacturing Ltd

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Il faudrait accorder des fonds aux petites entreprises pour stimuler la croissance dans le secteur technologique. Faute d'une assistance quelconque, les petites entreprises ne sont pas en mesure de mener les activités de R-D nécessaires pour mettre au point des nouvelles technologies et des nouveaux produits, alors que les nouveaux produits supposent des nouveaux emplois. Des initiatives comme les programmes SBIR aux États-Unis seraient particulièrement utiles; par exemples, les divers départements du MDN devraient confier la résolution des problèmes techniques aux petites entreprises pour leur permettre d'innover, soit la chose qu'elles réussissent le mieux, modèle qui a eu beaucoup de succès aux États-Unis. Il en résulte souvent des solutions doublement utiles (c.-à-d. bienfaits pour le gouvernement à l'origine de la demande, et retombées commerciales. Le programme SBIR fonctionne bien, je le sais par expérience. Le Canada traîne de l'arrière dans ce domaine et pourrait imiter avec profit le modèle américain.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Tel que mentionné précédemment, le fait d'encourager l'innovation se traduit par des nouveaux produits et des nouveaux emplois. Une bonne façon selon moi de sauvegarder des emplois au Canada consiste à maintenir les études en sciences à un coût abordable, puisque les gens éduqués sont par le fait même innovateurs; en effet, les études supérieures mettent les étudiants dans un contexte les obligeant à réfléchir pour trouver des solutions aux problèmes. À cette fin, le gouvernement doit bien financer le domaine des sciences. Il n'y a pas de plan quinquennal ou décennal permettant à long terme de créer des emplois. Nous aurions besoin d'un plan étalé sur deux siècles pour pouvoir rivaliser avec la Chine. Nous devons être assez brillants pour innover, mais les frais de scolarité élevés risquent de rebuter les jeunes; il faut offrir aux Canadiens des études universitaires à prix modique!

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Le gouvernement fédéral devrait réduire les prestations de retraite accordées aux citoyens fortunés. Si quelqu'un âgé de plus de 65 ans possède plus de 1 million de dollars en banque, il n'a pas besoin de chèques de pension.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Je crois que la productivité, du moins dans le secteur privé, devrait relever des entreprises individuelles. Il faudrait constamment examiner et réexaminer les aspects entourant la productivité dans les rangs de l'État. Un contrat social semblable à celui conclu à l'époque de Bob Rae aiderait à améliorer la situation sur ce plan de façon peu coûteuse et à accroître efficacement la productivité.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

La frontière entre le Canada et les États-Unis doit rester autant que possible facile à franchir; même après la ratification de l'ALENA, les formalités frontalières ont désavantagé les entreprises canadiennes dans de nombreux cas. On devrait fusionner les règlements sur le trafic international d'armes à feu (ITAR) aux États-Unis et le programme canadien s'appliquant aux marchandises contrôlées. En effet, les restrictions imposées par les règles ITAR restreignent considérablement les affaires entre les États-Unis et le Canada, et peuvent empêcher des entreprises canadiennes de mener des activités qu'elles accomplissent aussi efficacement ou plus efficacement que n'importe qui d'autre. À l'heure actuelle, la seule façon concrète de contourner les règles ITAR consiste à ouvrir une entreprise aux États-Unis à propriété américaine et employer des travailleurs américains. Il n'est pas pratique d'obtenir un permis d'exportation et cela prend trop de temps dans le cas des petites entreprises, qui ne peuvent pas réagir assez vite à l'évolution des besoins des clients. Je le sais pertinemment. La fusion des règles ITAR et du programme des marchandises contrôlées sous forme d'un programme ad hoc à l'échelle nord-américaine permettrait d'atténuer les répercussions des règles ITAR sur les entreprises canadiennes.